

Paris, le 30 avril 2014

Objet : Lettre ouverte sur votre annonce sur les concessions hydro-électriques.

Madame la Ministre,

Nous avons été profondément choqués d'apprendre par communiqué de presse que vous aviez décidé de prendre une décision sur l'avenir des concessions hydro-électriques. Ceci d'autant plus, que le matin même, vous présidiez un Conseil National de la Transition Écologique au cours duquel vous n'avez rien dit.

Sur la forme, cette annonce prise sans aucune concertation a mis en colère les hydrauliciens et leurs organisations syndicales qui ont été considérés dans ce dossier comme quantité négligeable.

Sur le fond, FO Énergie et Mines renouvelle son opposition absolue et à la mise en concurrence lancée par le Gouvernement précédent et à la transformation en Sociétés d'Économie Mixte qui avait déjà été évoquée par certains parlementaires, mais pour lesquels l'ensemble des fédérations syndicales de l'énergie avait déjà exprimé leur hostilité.

Ce dossier est certes présenté habilement comme permettant de maintenir une propriété majoritairement publique de l'eau. Mais c'est oublier que les barrages actuellement détenus par EDF sont déjà sous le contrôle très majoritaire de l'État et que cette transformation en SEM se traduit par un démantèlement d'EDF privé arbitrairement de ses plus grosses concessions hydro-électriques. À la vérité, votre projet s'inscrit dans une régionalisation de l'énergie que nous contestons comme étant contraire aux principes d'un service public national. Les hydrauliciens d'EDF ne sont pas prêts d'être sacrifiés ni sur l'autel de l'Europe, ni sur celui d'une décentralisation qui représenterait le retour à des modèles d'organisation d'avant-guerre.

Nous prôtons à FO Énergie et Mines une position résolument offensive à travers la prolongation de la durée des concessions jusqu'à 99 ans. Cette solution est parfaitement défendable pour autant que le gouvernement en ait la volonté politique et qu'il ne sacrifie pas ses entreprises publiques. Cette solution est en même temps indispensable pour EDF car vendre les barrages par concession ou par vallée désoptimiserait profondément le système électrique.

Madame la Ministre, en cette période d'élections européennes, nous attendons de vous que vous écoutiez les partenaires sociaux, mais aussi que vous preniez en compte l'échec des politiques d'ouverture à la concurrence, initiée par l'Europe.

Compte tenu de la gravité des mesures envisagées et de la colère des hydrauliciens, nous sollicitons une entrevue rapide avec vous.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre nos salutations distinguées.

Le Secrétaire Général

Vincent HERNANDEZ

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Vincent Hernandez', with a stylized flourish at the end.